



EDF adopte sa raison d'être en AG mais Hercule n'a désormais plus aucune raison d'être

La communication des résultats trimestriels d'EDF renforce la CFE Énergies dans son rejet du projet de désorganisation-désintégration d'EDF dénommé Hercule. Ce projet issu du monde d'avant la crise sanitaire que nous traversons et qui n'avait déjà aucun sens industriel et social n'a plus aucune raison d'être dans le monde de demain. Pire, Hercule ne s'inscrit en rien dans la raison d'être d'EDF.

Hercule n'a plus de raison d'être

Lors de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels, le directeur financier d'EDF a déclaré que « *l'hypothèse d'une augmentation du capital d'EDF n'est pas du tout sur la table* ». S'il dément toute idée de recapitalisation d'EDF, c'est donc qu'il juge que l'entreprise n'a pas besoin d'augmentation de son capital. Dès lors, nul besoin de découper EDF en deux, comme le prévoyait le projet Hercule, pour permettre une augmentation de capital, en l'occurrence de l'entité dite verte. Puisqu'un des principaux objectifs du meccano capitalistique Hercule était de lever des fonds via une augmentation de capital, la CFE Énergies déduit de la déclaration du directeur financier d'EDF que le projet Hercule n'a plus lieu d'être.

Par contre, si EDF avait besoin de renforcer ses fonds propres pour assurer le financement de ses nombreux investissements industriels et donc garantir dans la durée la résilience bas carbone du système électrique français, la CFE Énergies considère que c'est maintenant que cette recapitalisation doit être envisagée, et pour EDF tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Tout d'abord pour pleinement utiliser la souplesse dont la Commission européenne semble désormais faire preuve sur les aides d'État du fait de la crise. Ensuite pour profiter des ressources qui ont été dégagées par la Banque Centrale Européenne pour soutenir l'économie ou qui vont l'être dans le cadre du plan de relance de 500 milliards d'euros annoncé hier par le couple franco-allemand et dont la transition écologique bas carbone est une priorité, et ce en s'appuyant sur le revirement idéologique des décideurs européens autour des concepts de souveraineté économique et de nationalisation.

Cette recapitalisation s'inscrirait d'autant plus dans cette logique européenne qu'elle donnerait à EDF les moyens d'investir massivement dans ses infrastructures et solutions bas carbone et ainsi de devenir un vecteur du déploiement du Green Deal. C'est ce Green Deal que la Présidente de la Commission européenne veut mettre au cœur du plan de relance européen.



« Financer des investissements publics essentiels, aider à la reprise des investissements, faciliter les investissements stratégiques, recapitaliser les entreprises saines ayant souffert de la crise », tels sont en effet les objectifs récemment énoncés par Ursula Von der Leyen devant le Parlement européen et dans lesquels s'inscrirait une recapitalisation d'EDF. Recapitaliser maintenant EDF en mobilisant les ressources que l'Europe met à disposition des États, c'est répondre à l'objectif de préparer la résilience de l'Europe aux futurs chocs.

Dès lors, cette recapitalisation une fois faite, les fonds propres d'EDF seraient alors suffisamment renforcés pour assurer l'avenir d'EDF et de ses investissements sans en passer par Hercule.

Dans les deux cas, besoin ou non de recapitalisation, au regard de la situation post crise sanitaire, le projet Hercule ne sert plus à rien.

Hercule n'est pas la raison d'être d'EDF

Au moment où EDF vient d'inscrire dans ses statuts sa nouvelle raison d'être, la CFE Énergies reconnaît que la raison d'être d'EDF, c'est bel et bien d'être l'électricien bas carbone de référence, fidèle à ses valeurs de service public.

Or avec le projet Hercule qui découperait EDF en deux mondes que plus grand-chose ne rassemblerait, aucune de ces deux nouvelles entités ne pourrait se réclamer d'être l'électricien bas carbone. D'une part, une entité bleue réduite à devenir Nucléaire et Hydraulique de France et donc à ne plus être nécessairement vu comme un électricien, et d'autre part une entité verte pouvant difficilement se réclamer être un électricien bas carbone sans disposer des métiers de la production centralisée d'électricité décarbonée.

Par conséquent, en mettant à terre le modèle d'électricien intégré bas carbone, le projet Hercule s'inscrit plus que jamais en faux avec la toute nouvelle raison d'être d'EDF.

Hercule doit être définitivement jeté aux oubliettes

Parce que l'avenir est à l'électricité et à son caractère systémique, à la résilience et à la réindustrialisation, ce n'est pas d'un mecano capitalistique à portée strictement financière sans aucun sens stratégique ni industriel et encore moins social dont EDF et la France ont besoin. Parce qu'aucun projet d'entreprise ne peut être couronné de succès et faire sens sans l'engagement et l'adhésion des salariés, la CFE Énergies demande de définitivement jeter aux oubliettes un projet que les salariés ont massivement rejeté en 2019. A l'heure où les électriciens, leur engagement et leurs valeurs de service public ont été unanimement reconnus, y compris par le Gouvernement, leur profond rejet du projet Hercule doit être entendu.

Pour la CFE Énergies, il est plus que temps de passer à autre chose et désormais consacrer l'énergie à écrire une histoire d'EDF qui soit au service de la réindustrialisation du pays, de la relocalisation des activités plébiscitée par les Français, de la souveraineté énergétique et industrielle de la France et de la neutralité carbone. Une histoire qui impose de donner à EDF les moyens de mettre le système électrique au service de la résilience climatique, économique et industrielle de la France. ... et en premier lieu de mettre fin aux effets pervers de l'AReNH qui sert aujourd'hui de prétexte aux pires opportunistes.

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com